



Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

N°UCANSS_24/AC/54

« Prestations de services d'impression, de pré-identification et livraison aux praticiens d'un imprimé pré-identifié référence S6909 F "certificat médical, initial, de prolongation, final, de rechute accident du travail/maladie professionnelle »

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE	3
ARTICLE 2 : DÉFINITION DES PARTIES CONTRACTANTES ET DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES.....	3
ARTICLE 3 : CADRE JURIDIQUE	4
ARTICLE 4 : DURÉE DE L'ACCORD-CADRE ET D'ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE	5
ARTICLE 5 : PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	5
ARTICLE 6 : EXÉCUTION DE LA PRESTATION.....	6
ARTICLE 7 : LES PRIX	8
ARTICLE 8 : MODALITÉS DE COMMANDE ET DE LIVRAISON	10
ARTICLE 9 : MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	12
ARTICLE 10 : PÉNALITÉS DE RETARD	14
ARTICLE 11 : CONSIDÉRATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES.....	16
ARTICLE 12 : AVANCES ET ACOMPTES.....	16
ARTICLE 13 : DISPOSITIONS RELATIVES À LA SOUS-TRAITANCE.....	17
ARTICLE 14 : DROIT DE PROPRIÉTÉ ET DE REPRODUCTION	19
ARTICLE 15 : SÉCURITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES.....	20
ARTICLE 16 : MODIFICATIONS DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	23
ARTICLE 17 : STATISTIQUES ET SUIVI DE L'ACCORD-CADRE	24
ARTICLE 18 : SITUATION FISCALE ET SOCIALE - DISPOSITIF DE VIGILANCE	25
ARTICLE 19 : CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE.....	26
ARTICLE 20 : RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE	27
ARTICLE 21 : ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ EN CAS DE DOMMAGE	28
ARTICLE 22 : RÈGLEMENT DES LITIGES.....	29
ARTICLE 23 : DROIT ET LANGUE	29
ARTICLE 24 : CESSIION ET NANTISSEMENT DE CRÉANCES	29
ARTICLE 25 : LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ.....	30
ARTICLE 26 : DÉROGATIONS AU CCAG-FCS	30

ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet les prestations de services d'impression, de pré-identification et livraison aux praticiens d'un imprimé pré-identifié référence S 6909 F "certificat médical, initial, de prolongation, final, de rechute accident du travail/maladie professionnelle ».

Les caractéristiques juridiques et administratives des prestations à réaliser sont définies dans le présent C.C.A.P. et les caractéristiques techniques dans le C.C.T.P.

ARTICLE 2 : DÉFINITION DES PARTIES CONTRACTANTES ET DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES

2.1 Les parties contractantes

Le pouvoir adjudicateur :

L'Union des Caisses Nationales de Sécurité Sociale (UCANSS)

Immeuble « Le Digital »
6 rue Elsa Triolet
93100 MONTREUIL

Le représentant du pouvoir adjudicateur est la directrice de l'UCANSS, Madame Isabelle BERTIN, en son absence ou empêchement Monsieur Jean-Charles Gillet, Directeur délégué habilité à représenter l'organisme.

Le titulaire :

L'entreprise titulaire de l'accord-cadre désignée dans le présent C.C.A.P par l'expression « le Titulaire » ou le « Prestataire ».

2.2 Les organismes bénéficiaires

Les organismes bénéficiaires de cet accord-cadre sont ceux visés à l'article L. 224-5 du Code de la Sécurité sociale, et plus précisément, les organismes de la Sécurité sociale de la branche maladie décrite ci-après.

L'assurance maladie forme la "branche maladie" de la Sécurité sociale, à travers le réseau formé par la Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam) et l'ensemble des caisses primaires d'assurance maladie (Cpam) et autres organismes communs.

Les 101 Cpam (Caisses primaires d'assurance maladie en France métropolitaine), 1 CCSS (caisse commune de sécurité sociale de la Lozère), 4 CGSS (caisses générales de Sécurité sociale : Martinique, Guadeloupe, Guyane et Réunion) et 1 CSS (caisse de sécurité sociale de Mayotte) sont des organismes de droit privé chargés d'une mission de service public.

Des informations complémentaires sont accessibles sur le portail de l'assurance maladie : <http://www.ameli.fr>

ARTICLE 3 : CADRE JURIDIQUE

L'UCANSS, centrale d'achat au sens du Code de la commande publique, conclut cet accord-cadre en application des dispositions de l'article L. 224-5 du Code de la Sécurité sociale, de l'article L. 2113-2 du Code de la commande publique et de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de Sécurité sociale.

Les organismes bénéficiaires de cet accord-cadre sont ceux visés à l'article L. 224-5 du Code de la Sécurité sociale et à l'article 2.2 du présent C.C.A.P.

La procédure de consultation utilisée est la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des dispositions des articles L. 2124-2 et R. 2124-2-1° du Code de la commande publique.

La technique d'achat choisie est l'accord-cadre en vertu de l'article L. 2125-1-1° du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est mono-attributaire et à bons de commande au sens des articles R. 2162-2 alinéa 2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code la commande publique.

En application de l'article L 2113-11 2° du Code de la commande publique, l'acheteur choisit de ne pas allouer cet accord-cadre, car la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

En effet, il apparaît plus efficient que l'imprimeur gère directement la livraison, ce qui évite ainsi une double gestion. Le fait que l'imprimeur gère le transporteur, et non l'UCANSS, permet également une meilleure réactivité et des délais de livraison plus courts.

Cet accord-cadre mono-attributaire consiste :

- dans une première phase, en la sélection, d'un Titulaire. Cette première phase est effectuée par l'UCANSS qui, en tant que centrale d'achat, assure la passation et conclut l'accord-cadre ;
- dans une seconde phase, en l'émission de bons de commande par les organismes bénéficiaires visés au point 2.2 auprès du Titulaire de l'accord-cadre.

Conformément aux dispositions de l'article R 2162-4-2° du Code de la commande publique, cet accord-cadre est conclu sans minimum et avec un montant maximum de 2 251 242, 34 € HT sur sa durée globale ((soit un an reconductible 3 fois 1 an par tacite reconduction).

À titre indicatif, le montant estimatif des prestations est de 1 731 724, 88 € HT sur sa durée globale ((soit un an reconductible 3 fois 1 an par tacite reconduction).

ARTICLE 4 : DURÉE DE L'ACCORD-CADRE ET D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE

4.1 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un an reconductible tacitement trois fois un an, à compter de sa date de notification matérialisée par la date de réception électronique de la copie de l'accord-cadre adressée au Titulaire.

À la date anniversaire de l'accord-cadre, il pourra être reconduit trois fois pour une nouvelle durée d'un an par tacite reconduction. Dans la mesure où l'UCANSS ne souhaiterait pas reconduire l'accord-cadre, elle devra en informer par lettre recommandée avec accusé de réception le Titulaire deux mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

La durée totale de l'accord-cadre ne pourra pas excéder quatre ans.

Le titulaire de l'accord-cadre ne pourra refuser la reconduction, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non-reconduction.

4.2 Modalités d'émission des bons de commande

À compter de la date de début d'exécution de l'accord-cadre, chaque organisme bénéficiaire pourra émettre des bons de commande auprès du titulaire.

Les bons de commande ne pourront être conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, conformément à l'article R 2162-5 du Code de la commande publique.

Aucun bon de commande ne pourra être envoyé après la date d'expiration de l'accord-cadre.

La durée d'exécution maximale des bons de commande ne pourra excéder trois mois à compter de la date de fin d'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 5 : PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G-F.C.S., les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes :

- L'ATTRI1 (acte d'engagement), et son annexe : le tableau d'offre de prix (TOP), incluant un Devis Quantitatif Estimatif (DQE) publié mais non contractuel ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), accepté sans condition, dont l'exemplaire conservé par l'UCANSS fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), et ses annexes (I : Cadre de réponse technique ; II : état des consommations ; III : charte CITEO ; IV : annexe relative au recensement des

données facturées par les fournisseurs), acceptés sans condition, dont l'exemplaire conservé par l'UCANSS fait seule foi ;

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (C.C.A.G.-F.C.S.), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cadre de réponse technique du titulaire.

Les dérogations au C.C.A.G.-F.C.S. sont précisées dans le dernier article du présent C.C.A.P.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs de l'accord-cadre, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Aucune réserve qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution de l'accord-cadre n'est admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les stipulations incluses dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

ARTICLE 6 : EXÉCUTION DE LA PRESTATION

6.1 Formalisme des bons de commande

Les bons de commande sont établis par les organismes bénéficiaires de l'accord-cadre et transmis au Titulaire via le site de commande en ligne mis à disposition par ce dernier dans les conditions décrites au C.C.T.P.

Chaque bon de commande précise :

- La référence de l'accord-cadre
- La date du bon de commande ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Les coordonnées du (des) praticien(s) concerné(s) ;
- La ou les référence(s) des articles et le conditionnement choisi ;
- La quantité et, le cas échéant, les quantités par lieu de livraison ;
- Le montant total HT et TTC du bon de commande.

La durée maximale d'exécution des bons de commande est celle prévue au C.C.T.P.

Le site doit permettre de fournir un historique hebdomadaire, mensuel et annuel des commandes pour chaque client qui en fait la demande et d'informer les clients de la volumétrie des colis revenus et détruits. Les autres conditions d'exécution des prestations du présent accord-cadre sont détaillées dans le C.C.T.P.

6.2 Représentant et correspondant du Titulaire

Dès la notification de l'accord-cadre, le Titulaire désigne un représentant chargé de le représenter auprès de l'UCANSS et des organismes bénéficiaires. Il dispose des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions engageant le Titulaire, conformément à l'article 3.4.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

Dès notification de l'accord-cadre, le Titulaire désigne sur la base de son offre un ou des correspondants privilégiés auprès des organismes bénéficiaires.

6.3 Compétence du Titulaire

Le Titulaire s'engage à faire exécuter les prestations par un ou plusieurs intervenants de compétence et de qualification adaptées aux besoins de l'accord-cadre, et à maintenir ce niveau tout au long de l'exécution des prestations, même en cas d'absence ou de départ du personnel dédié.

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations en application de son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience. En conséquence, le Titulaire s'engage notamment :

- à veiller et contrôler le maintien constant des compétences de son équipe, ainsi que de son homogénéité, de sa disponibilité, de sa réactivité, et de sa composition ;
- à maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement la composition de son équipe en cas de difficulté.

6.4 Statut du personnel

Le Titulaire s'engage à remplir seul ses obligations d'employeur vis-à-vis de son personnel ou des personnels extérieurs qu'il estime devoir rémunérer, dans le cadre du présent accord-cadre.

Il est expressément entendu que les agents du Titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier (léislation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...) et demeurent placés sous son autorité même si les interventions sont exécutées sur le site de l'organisme bénéficiaire.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du Titulaire pendant la durée de la prestation relève de la compétence du Titulaire.

6.5 Remplacement d'intervenants

En cas d'indisponibilité, d'absence ou de départ d'une personne affectée à l'exécution des prestations, le Titulaire doit impérativement et immédiatement en aviser l'UCANSS et prendre toutes les dispositions nécessaires pour le remplacer afin que la bonne exécution des prestations et le planning fixé ne s'en trouvent pas compromis. Le Titulaire fera son affaire du transfert de connaissance au nouvel intervenant.

En aucun cas, le remplacement du personnel du Titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution des prestations. Ainsi les prix et les délais d'exécution ne peuvent être modifiés.

Le Titulaire sera seul responsable des intervenants qui demeurent sous son contrôle et son autorité hiérarchique. A cet effet, le personnel du Titulaire remplit ses fonctions sous le seul contrôle, direction et responsabilité du Titulaire.

6.6 Vérification et admission des prestations

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées, par chaque organisme bénéficiaire, conformément aux dispositions du C.C.A.G.-F.C.S.

Chaque organisme prononce sa décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet conformément aux dispositions du C.C.A.G.-F.C.S.

ARTICLE 7 : LES PRIX

7.1 Forme des prix

Les prix stipulés dans le tableau d'offre de prix en annexe I à l'acte d'engagement (ATTRI1) sont des prix unitaires exprimés en euros, hors taxe par colis, franco de port et d'emballage pour toute destination.

NOTA : Les livraisons des imprimés pourront s'effectuer à la palette ou au colis en fonction des commandes des organismes, mais l'évaluation du montant de la livraison doit être ramenée au colis.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur à la date de réalisation des prestations.

Les prix unitaires du tableau d'offre de prix seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les prix comprennent à minima l'ensemble des frais exposés par le titulaire pour la réalisation des prestations demandées dans le C.C.T.P. et notamment :

- la fourniture des papiers ;
- les frais de composition jusqu'à remise du bon à tirer définitif ;
- le montage ;
- la mise sur machine ;
- l'impression ;
- la saisie des supports de pré-identification (films, disquettes, fichiers) ;
- la pré-identification ;
- le façonnage ;
- l'emballage, aussi bien pour le conditionnement que pour les expéditions ;
- les opérations nécessaires aux expéditions (rédaction des adresses et bordereaux d'expédition, confection des colis) ;
- la livraison effectuée et les prestations effectuées, les frais administratifs et les frais de douane (fret maritime, douane, rendu port-domicile...) ;
- les divers frais administratifs dus à la gestion du système (retour aux CPAM, production d'une expédition avec détail par CPAM, collecte des différents justificatifs, fusion des CPAM) ;
- les frais liés au développement et à la maintenance du site Internet ;
- les frais liés à la mise en place du système de commande et au suivi des organismes dans l'utilisation du système (hotline technique et utilisateur) ;
- la fourniture de données statistiques de commande aux clients ;
- le coût des transferts de fichier dans le cadre d'une fusion entre différents organismes ;
- la possibilité d'échanger des informations via un web service, reporting.

7.2 Révision des prix

Les prix unitaires des travaux d'impression figurant au tableau d'offre de prix annexé à l'ATTRI1 sont réputés établis aux conditions économiques du mois de la remise des offres. Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

Au-delà des 6 premiers mois, le prix (P) sera révisé semestriellement par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = Po \left(0,15 + 0,85 \left(0,40 * \frac{S}{So} + 0,35 * \frac{IPP}{IPPo} + 0,25 * \frac{Fsd1}{Fsd1o} \right) \right)$$

Dans laquelle Po est le prix indiqué au tableau d'offre de prix annexé à l'ATTRI1 (acte d'engagement) et est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres, (soit le mois Mo), les révisions suivantes seront calculées comme suit :

- au dénominateur figurent les valeurs et les indices correspondant aux paramètres ci-dessous (So, IPPo, FSD1o et Go) à la date de remise des offres, soit le mois Mo.

- au numérateur figurent les valeurs de ces mêmes indices (S, IPP, FSD1 et G) ; ce sont les derniers indices connus à la date de la révision des prix.

S = Coût de la main d'œuvre – Salaires, revenus et charges sociales – coût du travail – Indices du coût horaire du travail révisé – Tous salariés (ICTrev-TS – Indices mensuels – Salaires et charges – Industries mécaniques et électriques (Identifiant : 001565183, établi par l'INSEE, sur le site www.insee.fr, rubrique indices et séries statistiques),

IPP = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Prix de marché – Papier et carton (Identifiant : 010764124, publié sur le site www.insee.fr, rubrique indices et séries statistiques),

FSD1 = indice frais et services divers, indice établi et publié dans Le Moniteur ainsi que sur le site Internet du Moniteur <https://services.lemoniteur.fr>, rubrique indices),

Le coefficient de la formule de révision et les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec deux décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la manière suivante :

- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut),
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Dès que la dernière valeur des indices publiée est connue, l'UCANSS procède à l'application de la formule paramétrique de révision en prenant en compte le dernier indice connu au moment de la révision et transmet le calcul des prix révisés au titulaire pour validation. Les prix résultant de la révision seront appliqués à compter du premier jour du mois suivant celui des révisions. Elle se fera à la hausse comme à la baisse.

Dans le cas où les indices ci-dessus viendraient à cesser, les deux parties se mettraient d'accord pour les poursuivre sur d'autres bases, sans qu'il puisse en résulter l'ouverture d'un droit à indemnité de part ou d'autre. Le changement des indices pourra se faire par courrier.

7.3 Frais d'expédition

Les frais d'expédition font l'objet d'un ajustement par référence au tarif public du titulaire une fois par an, le 1^{er} du mois suivant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre. Toutefois, cet ajustement ne peut conduire à l'application de prix moins avantageux que ceux que le titulaire consent à l'ensemble de sa clientèle. L'ajustement se fait à la baisse comme à la hausse.

Le titulaire notifie le nouveau tableau des prix à l'Ucanss en respectant un préavis d'un mois avant la date d'échéance de l'ajustement.

Ce nouveau tableau des prix mentionne les nouveaux prix publics HT du titulaire, assortis des justificatifs correspondants.

L'ajustement s'applique sur les commandes émises, à compter du 1^{er} jour du mois suivant la date de l'ajustement des prix.

7.4 Clause butoir

Si la révision des prix des travaux d'impression résultant de l'application des indices de référence ci-dessus conduit à une augmentation supérieure à 5 % des prix proposés lors de la consultation ou lors la dernière révision tarifaire acceptée, l'UCANSS se réserve le droit de ne pas accepter le nouveau tarif.

Concernant les frais d'expédition, si l'augmentation des prix figurant au tarif public du titulaire entraîne une évolution moyenne de l'ensemble des prix supérieure à 4 % par an par rapport aux prix initiaux, l'UCANSS se réserve le droit de ne pas accepter le nouveau tarif.

Commenté [VC1]: L'article 10 renvoie aux pénalités. A modifier.

7.5 La clause de sauvegarde

Si les nouveaux prix relatifs aux frais d'impression et aux frais d'expédition sont acceptés, ils entrent en application conformément aux dispositions prévues à l'article du CCAP.

Toutefois, l'UCANSS est en droit de refuser toute augmentation :

- qui serait supérieure à 5% pour les travaux d'impression et/ou supérieure à 4% pour les frais d'expédition;
- ou qui serait abusive par rapport à une réelle évolution des coûts des prestations.

L'UCANSS se réserve alors le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du marché en cours à la date du changement de prix.

ARTICLE 8 : MODALITÉS DE COMMANDE ET DE LIVRAISON

8.1 Modalités de commande sur le site de commande en ligne

L'UCANSS adressera au titulaire de l'accord-cadre la liste des organismes clients dont il devra assurer la fabrication des modèles.

Les commandes des Organismes sont quotidiennes. La périodicité et la quantité des commandes sont variables ; elles sont fonction des besoins des organismes.

Les commandes sont passées via le site du titulaire de l'accord-cadre.

De ce fait, le titulaire devra être en mesure d'assurer :

- La gestion par internet des commandes des organismes
- La création d'identifiants et de mots de passe pour accéder à son site de commande
- L'affichage des tarifs par référence
- Proposer une confirmation de commande avec le récapitulatif du montant total pour validation de la commande par l'organisme
- Une confirmation de la fabrication et de l'envoi du colis afin de pouvoir suivre les délais contractuels de l'accord-cadre

- Un suivi des commandes (Pour chaque colis prêt à expédier, le titulaire doit prévoir de retourner à l'organisme le reflet de la commande passée afin que ce dernier ait une vision de l'envoi qui va être effectué)
- Une hotline technique et utilisateur
- De mettre à disposition de l'UCANSS et de la CNAM un accès en mode consultation au site de commandes, et notamment aux statistiques afin de connaître le volume (en quantité, en montant et par destinataire) des imprimés fabriqués et vendus.

Le titulaire assure le traitement de ces données dans le respect de la loi informatique et libertés et pour les seuls besoins de cet accord-cadre, dans les conditions prévues au présent CCAP.

La durée d'exécution maximale des bons de commande ne pourra excéder trois mois à compter de la date de fin d'exécution de l'accord-cadre.

Dès réception de la commande, le Titulaire de l'accord-cadre, façonne et expédie les imprimés selon le conditionnement demandé.

Le titulaire de l'accord-cadre devra indiquer l'ensemble de ses tarifs sur son site de commande en ligne et proposer une confirmation de commande avec un montant total.

8.2 Modalités de livraison

a) Mode de livraison

Les imprimés pré-identifiés sont expédiés directement à chaque praticien. Si plusieurs colis sont à adresser au même praticien, plusieurs envois seront effectués.

Le titulaire s'engage sur la bonne qualité du mode de livraison (emballages permettant de résister aux aléas des transports et des livraisons, adresse correcte de professionnel de santé ...).

Les colis doivent être acheminés selon un système permettant une traçabilité complète du colis.

En cas d'impossibilité de livraison lors du 1^{er} passage, le transporteur devra soit :

- Prendre rendez-vous auprès du professionnel de santé afin de programmer un 2^{ème} passage
Ou
- Déposer un avis de passage dans la boîte aux lettres permettant au professionnel de santé de programmer un 2^{ème} passage avec le transporteur.

En cas d'impossibilité de livraison suite au 2^{ème} passage ou en cas d'impossibilité de joindre le professionnel de santé :

- La société de transport devra en informer le titulaire.
- Le colis devra être retourné au titulaire.
- Le titulaire devra réaliser une vérification des informations transmises en lien avec l'organisme dont dépend le professionnel de santé afin de prévoir un nouveau passage chez le praticien ou la destruction du colis chez l'imprimeur.

Dans la mesure où le titulaire de l'accord-cadre utilise un sous-traitant pour transporter et livrer les imprimés pré-identifiés il devra :

- lui communiquer l'ensemble des informations liées à la commande (adresse, numéro de téléphone pour prise de rdv, etc.) ;

- demeure responsable des dysfonctionnements constatés par les différents organismes (colis livrés à une mauvaise adresse, colis éventrés ou perdus ...) et se verra appliquer des pénalités conformément à l'article 10 du présent CCAP.

En cas de non-conformité ou de dysfonctionnement dans les modalités de livraison (adresses erronées, colis éventrés ...), du produit livré, le fournisseur s'engage à fournir à ses frais une prestation conforme à la commande initiale.

La gestion de la livraison devra être détaillée dans le cadre de réponse du candidat et sera évaluée selon les critères de notation indiqués dans le Règlement de consultation.

b) Délais de fabrication et de livraison

Le titulaire s'engage à respecter un délai de fabrication, de pré identification et de livraison de l'imprimé de 15 jours calendaires maximum. Dans le cas contraire des pénalités de retard pourront être appliquées.

Ce délai est impératif et ne pourra en aucun cas être prolongé. Les organismes sont approvisionnés durant toute l'année, aucune période de congés ne sera prise en compte pour différer les envois. Les délais d'approvisionnement de papier ne doivent avoir aucune incidence sur le délai contractuel.

L'UCANSS effectuera des contrôles afin de s'assurer du suivi des opérations de pré identification et du respect des délais de livraison.

c) Lors de la livraison auprès des professionnels de santé

La société de livraison devra disposer :

- Des coordonnées des praticiens et de l'organisme bénéficiaire ;
- Envoyer un mail ou un sms pour informer d'une tranche horaire de passage ;
- Une remise contre signature.

Lors d'un retour de colis, d'une erreur de destinataire ou d'adresse, la société de livraison devra prendre contact avec le titulaire de l'accord-cadre puis avec l'organisme de secteur dans un délai de 24 heures à compter de la constatation.

ARTICLE 9 : MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

9.1 Présentation des factures

Le paiement des factures à chaque fin de mois, et regroupant la fabrication et les coûts d'envois, intervient suivant les règles de la commande publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

La facture renseignera de manière distincte la fabrication et la livraison.

La ou les factures seront adressées mensuellement par le titulaire à chaque organisme bénéficiaire après exécution des prestations.

Ces factures, outre les mentions légales, comprendront :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro et l'intitulé de l'accord cadre ;
- le numéro de référence du bon de commande ;
- la date de la commande ;
- la quantité par type de colis ;
- la période d'expédition.

Un récapitulatif des commandes sera joint à la facturation avec les mentions suivantes :

- le numéro d'identification et le nom du praticien ;
- les quantités expédiées ;
- le nombre de colis ;
- le poids par colis.

Les justificatifs des bons d'expédition mentionnés ci-dessus sont indispensables pour permettre l'ordonnancement et le règlement des factures.

Les prix indiqués sur les factures indiquent le coût de fabrication et le coût du transport (coût franco de port).

Dans le cas d'expédition à destination des Départements ou Régions français d'Outre-Mer (DROM), cette marchandise étant exonérée de TVA, il convient d'adresser à l'organisme une facture d'avoir du montant des imprimés avec la TVA ainsi qu'une facture des imprimés sans la TVA.

La quantité facturée doit être rigoureusement identique à celle communiquée sur le bon de commande.

La première facture devra être accompagnée d'un RIB ou d'un RIP original.

Pour une partie des organismes, dans le but d'améliorer significativement le délai de paiement des factures, une solution de dématérialisation des factures est mise à disposition des titulaires. Le titulaire est invité à privilégier la transmission électronique des factures par l'intermédiaire du portail Chorus Portail Pro, à l'adresse suivante <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le dépôt d'une facture électronique sur chorus pro ne doit jamais être doublé de l'envoi d'une facture papier. Pour utiliser Chorus Pro, le titulaire a le choix entre trois modes de transmission des factures :

1. **Mode portail** : le titulaire peut utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> afin de :

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Saisir directement ses factures.

2. **Mode service ou API** (Application Programming Interface)

Chorus pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de la facture s'identifie via les API et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro tel que le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3. **Mode EDI** (Échange de données informatisées)

Le titulaire peut envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier. Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des

systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro, soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Les factures dématérialisées comportent impérativement les références de l'accord-cadre et le numéro SIRET de l'organisme.

9.2 Délai global de paiement et intérêts moratoires

Les paiements seront effectués à terme échu par l'organisme bénéficiaire au compte ouvert au nom du titulaire indiqué dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

Les commandes de chaque organisme bénéficiaire de l'accord-cadre sont regroupées et font l'objet d'une facturation récapitulative mensuelle établie en deux exemplaires (soit l'original et une copie).

Conformément à l'article R 2192-10 du Code de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception des factures par l'organisme sous réserve de la conformité de la facture au bon de commande concerné et aux prestations réalisées.

Conformément à l'article L. 2192-13 du Code de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue à l'accord-cadre ou à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles R. 2192-31 à 36 du code de la commande publique.

En application de l'article D 2192-35 du Code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Conformément à l'article R 2192-31 du Code de la commande publique, les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1er jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En application de l'article R. 2192-36 du code de la commande publique, les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont réglés au titulaire dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Le mode de règlement est le virement.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est le Directeur ou la Directrice de l'organisme bénéficiaire. Le comptable assignataire des paiements est le Directeur Comptable et Financier de l'organisme bénéficiaire.

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'Acte d'Engagement (ATTRI 1).

ARTICLE 10 : PÉNALITÉS DE RETARD

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S., des pénalités pourront être appliquées par les organismes bénéficiaires, suivant les modalités définies ci-après. Ces pénalités viendront en déduction des sommes dues au titulaire. Elles lui seront systématiquement signalées par courrier.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S., le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 euros pour l'ensemble de l'accord-cadre. L'exonération prévue à l'article 14.1.3 ne s'applique pas dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités et ou de réfections. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

10.1 Pénalités pour défaut de conformité ou de qualité

Lorsque les prestations ne sont pas livrées conformément aux prescriptions techniques de chaque imprimé (exemple : document illisible, non-respect des normes techniques dans le cadre de la numérisation des formulaires...), compte tenu de la gravité d'un tel dysfonctionnement, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, la pénalité correspondant au montant HT de la prestation due.

10.2 Pénalités pour retard de mise à disposition

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S., lorsque le délai contractuel de mise à disposition des prestations, éventuellement prolongé dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S. n'est pas respecté, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant au ¼ du montant HT de la prestation non livrée.

10.3 Pénalités pour absence de restitution du fichier de composition

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S., lorsque le fichier de composition n'a pas été restitué suite à la demande de l'UCANSS dans le délai fixé au CCTP, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant à 60 € par jour de retard.

10.4 Pénalités pour travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées par l'UCANSS au titulaire si ce dernier ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L 8221-5 du Code du travail.

Le montant des pénalités prévues au titre de l'accord-cadre est égal à 500 € par manquement.

L'application de ces pénalités est indépendante du montant des amendes encourues en application des articles L 8224-1, L 8224-2 et L 8224-5 du Code du travail.

10.5 Pénalités de retard de transmission de l'état statistique semestriel ou des statistiques spécifiques

En cas de retard de transmission de l'état statistique semestriel prévu à l'article 17 du présent CCAP ou des statistiques spécifiques demandées par l'UCANSS et la Cnam prévues à l'article 8 du CCTP, ce dernier encourt après mise en œuvre du dispositif d'information prévu à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S., une pénalité de 100 € par jour de retard entamé par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

ARTICLE 11 : CLAUSES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

11.1 Clauses environnementales

L'UCANSS, engagée dans la démarche de développement durable, impose l'utilisation de papiers issus de forêts gérées durablement. En conséquence, dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, le papier utilisé par le titulaire devra répondre aux exigences des écolabels ou labels PEFC, FSC, Imprim'Vert ou équivalents.

Le titulaire utilisera des emballages préservant l'environnement tels que des bandes krafts ou équivalent et s'engage à limiter le nombre d'emballages.

Lors de l'émission de déchets ou de mises au pilon, le titulaire utilisera des filières appropriées pour recycler ou valoriser leurs déchets selon les règles en vigueur concernant la protection de l'environnement.

Les déchets d'imprimerie devront être traités par un organisme appliquant les règles rappelées par le Code de l'environnement et la Loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 qui réaffirme le principe de responsabilité. Le Décret n°94-469 du 3 juin 1994 interdit tout rejet de produits susceptibles de dégrader ou nuire aux ouvrages d'assainissement. C'est pourquoi le rejet direct des bains, solutions, solvants usés, produits ou résidus de nettoyage dans le réseau d'assainissement est pros crit.

Le pouvoir adjudicateur demandera les bordereaux de suivi des déchets dangereux (BSDD) pour s'assurer du respect de la réglementation.

11.2 Clauses sociales

Egalité professionnelle femmes-hommes

Le titulaire s'engage à mettre en oeuvre le critère d'attribution concernant l'égalité professionnelle femmes-hommes tout au long de l'exécution de l'accord-cadre. A ce titre, le titulaire fournira annuellement à l'Ucanss les éléments suivants :

- Nombre de femmes participant à l'accord-cadre/nombre total d'employés participant à l'accord-cadre x 100
- Écart salarial : $B = 100 - (\text{Salaire horaire médian des femmes participant à l'exécution de l'accord-cadre} / \text{Salaire horaire médian des hommes participant à l'exécution de l'accord-cadre} \times 100)$ ».

Insertion sociale

Le titulaire s'engage par ailleurs à fournir annuellement à l'Ucanss un suivi de l'insertion sociale des personnes en situation de handicap. A ce titre, il transmettra le nombre de personnes en situation de handicap affecté à la réalisation des prestations.

ARTICLE 12 : AVANCES ET ACOMPTES

12.1 Avances

Le régime des avances est régi par les dispositions des articles R 2191-3 à R 2191-19 du Code de la commande publique.

Le Titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande ne comportant pas de minimum, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros H.T. et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, l'avance est égale à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois.

Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant admis au paiement direct est une PME, le taux minimal de l'avance est porté à 30 %.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au Titulaire par précompte sur les sommes dues à titre de règlement partiel définitif ou de solde.

Lorsque le montant de l'avance est inférieur à 80 % du montant calculé, le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande ne comportant pas de minimum fixé en valeur.

12.2 Acomptes

Le régime des acomptes est régi par les dispositions des articles R 2191-20 à R 2191-22 du Code de la commande publique.

Le Titulaire peut présenter tous les trois mois, une demande d'acompte correspondant à la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

A cet effet, le Titulaire fait parvenir à l'organisme bénéficiaire une demande d'acompte précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution de l'accord-cadre, accompagnée d'une documentation justifiant de l'état d'avancement des prestations (comptes rendus, liste des livrables, validations intermédiaires...).

Le Titulaire doit mentionner sur ses demandes d'acompte :

- le numéro de l'accord-cadre ;
- l'objet de l'accord-cadre ;
- les prestations et les livrables ou partie des livrables concernés par les acomptes ;
- le montant demandé au titre de l'acompte ;
- le numéro du bon de commande correspondant.

Les demandes d'acompte sont adressées au Service Budget de l'organisme bénéficiaire.

ARTICLE 13 : DISPOSITIONS RELATIVES À LA SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance de la totalité de l'accord-cadre est interdite.

Le titulaire de l'accord-cadre qui envisage de sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, après le dépôt de son offre, devra obligatoirement en faire la demande à l'UCANSS.

Il est précisé que le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre vis-à-vis de l'UCANSS.

Le titulaire demeure, en toutes hypothèses, responsable du sous-traitant, garant des prestations qu'il exécute et du respect des dispositions de l'accord-cadre.

Dans le cas de la prise en charge d'une partie de la prestation par un prestataire tiers, le titulaire précise l'organisation et la répartition des prestations.

En tout état de cause, une déclaration de sous-traitance est produite à l'UCANSS qui se réserve le droit de refuser le sous-traitant si celui-ci ne devait pas apporter des garanties suffisantes pour assurer la mise en œuvre des prestations ainsi que les mesures de sécurité et de confidentialité mentionnées à l'article 121 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas d'acceptation par l'UCANSS de la sous-traitance, le titulaire s'engage à conclure un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent accord-cadre en matière de sécurité et de confidentialité et à le communiquer à l'acheteur.

Lorsque le montant des prestations confiées au sous-traitant est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant est payé directement par l'organisme bénéficiaire, dans les conditions définies aux articles R 2193-1 et suivants Code de la commande publique.

Si le titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, l'accord-cadre pourra être résilié de plein droit à ses frais et risques.

Il est précisé que le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre vis-à-vis de l'UCANSS et des organismes bénéficiaires.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit à l'acheteur une déclaration mentionnant :

- a. la nature des prestations sous-traitées ;
- b. le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c. le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d. les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e. les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le Titulaire remet contre récépissé à l'acheteur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R. 2193-22 du Code

de la commande publique, en produisant, lorsque les dispositions des articles R. 2191-3 à R. 2191-31 du Code de la commande publique s'appliquent à l'accord-cadre, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité de l'accord-cadre qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties. Les éléments figurant dans l'acte spécial doivent être identiques à ceux mentionnés dans le 1°.

Dispositions applicables aux sous-traitants :

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'UCANSS, est payé directement par les organismes bénéficiaires, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée à l'organisme bénéficiaire au titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Il libelle les factures au nom du titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'organisme bénéficiaire au service budget et ordonnancements accompagnée du double des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part au sous-traitant et d'autre part, à l'organisme bénéficiaire.

En cas d'accord, le titulaire joint en double exemplaire à la facture une attestation indiquant la somme à régler par l'organisme bénéficiaire au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance.

Il reprend dans la facture qu'il adresse à l'organisme bénéficiaire pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.

L'organisme bénéficiaire procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours. Ce délai court à compter de la réception de l'accord total ou partiel du titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant ou de l'expiration du délai mentionné de 15 jours cité précédemment si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'organisme de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'organisme bénéficiaire informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

ARTICLE 14 : DROIT DE PROPRIÉTÉ ET DE REPRODUCTION

14.1 Droit de propriété des instruments de fabrication créés (films, fichiers PDF ...)

- a- Les supports matériels de la composition conservés par le titulaire, sont sous sa responsabilité. En cas de perte, destruction, vol et quel que soit le système de composition utilisé par l'imprimeur, celui-ci sera tenu de procéder à ses frais à une nouvelle saisie des documents.
- b - Les fichiers transmis au titulaire par le commanditaire dans le cadre de cet accord-cadre sont confidentiels. Ils ne peuvent en aucun cas être transmis à des tiers ni être réutilisés pour un autre usage que celui de la réalisation indiquée comme objet de cet accord-cadre.
- c - À l'issue de l'exécution de cet accord-cadre, le titulaire de l'accord-cadre, est tenu de restituer spontanément les supports matériels de la composition, sous un délai maximum de deux mois.
- d - Les imprimés chez le titulaire sont la propriété de l'UCANSS.

14.2 Propriété intellectuelle

L'UCANSS reste seule titulaire des droits sur les documents, les données et les informations et fichiers qui pourraient être communiqués au titulaire pour les besoins du présent accord-cadre ou auquel ce dernier pourrait avoir accès.

L'UCANSS est seule titulaire des droits sur les supports (films ou PDF) ayant servi à l'élaboration des imprimés soit à leur actualisation. Dans le cas de modification du support, l'UCANSS devient titulaire de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle sur le support mis à jour.

Les supports matériels de la composition sont conservés par le titulaire sous sa responsabilité. En cas de perte, destruction, vol et quel que soit le système de composition utilisé par le titulaire, celui-ci sera tenu de procéder à ses frais à une nouvelle saisie des documents.

14.3 Droit de reproduction de la composition

Le droit de reproduction du titulaire ne pourra faire l'objet d'une cession au profit de tiers sans l'autorisation expresse de l'UCANSS.

ARTICLE 15 : SÉCURITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Pour l'exécution du service objet du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à :

1. Traiter les données uniquement pour les finalités de la prestation (Cf. description des fonctionnalités exigées dans le CCTP) qui font l'objet de l'accord-cadre.

2. Informer immédiatement l'UCANSS et l'organisme contractant si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer l'UCANSS et les organismes

contractants de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

3. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de cet accord cadre.

4. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu de l'accord cadre :

- o s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- o reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

5. Prendre en compte, s'agissant des outils, produits, applications ou services, utilisés pour la réalisation de la solution partagée de mobilité, les principes de protection des données dès la conception et par défaut.

6. Droits d'informations des personnes concernées

Le titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise.

La formulation et le format de l'information doit être convenue avec les organismes contractants avant la collecte de données.

7. Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider les organismes contractants à s'acquitter de leur obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte des organismes contractants et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la prestation prévue par le présent contrat.

8. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'UCANSS et à l'organisme contractant toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant [mail] :

dpo@ucanss.fr et centraleachats@ucanss.fr

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre aux organismes contractants, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord de l'UCANSS et des organismes contractants, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte des organismes contractants, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;

- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'UCANSS ou l'organisme contractant propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'UCANSS et des organismes contractants, le titulaire communique, au nom et pour le compte du de l'UCANSS et des organismes contractants, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'UCANSS propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

9. Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'UCANSS et par les organismes contractants de ses obligations pour la réalisation :

- d'analyses d'impact relatif à la protection des données ;
- de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

10. Mesures de sécurité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque vie privée, y compris, entre autres, selon les besoins :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services mis en œuvre pour les traitements relatifs aux données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité des données à caractère personnel.

Le titulaire s'engage à appliquer la réglementation en vigueur relative à la gestion des cookies, si la sous-traitance concerne le développement ou l'administration d'un site ou d'une application recourant au dépôt de cookies. Le titulaire s'engage à suivre et appliquer les recommandations et guides de la CNIL et de l'ANSSI concernant la mise en œuvre d'un site web et la maîtrise des standards de sécurité côté navigateur ;

11. Désignation d'un Délégué de Protection des Données :

Le titulaire s'engage à communiquer à l'UCANSS et à l'organisme contractant le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données, s'il en a désigné conformément à l'article 37 du règlement européen

12. Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement de l'organisme contractant pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;

13. Documentation

Le titulaire met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

14. Sort des données

Au terme de l'accord cadre, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à l'organisme contractant.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

15. Obligations du responsable de traitement de l'organisme bénéficiaire.

L'organisme bénéficiaire s'engage à :

1. fournir au titulaire les données à caractère personnel nécessaires à la réalisation des prestations objet de l'accord cadre ;
2. documenter par écrit toute instruction concernant les traitements des données à caractère personnel par le titulaire ;
3. veiller, au préalable et pendant toute la durée de l'accord cadre, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire ;
4. superviser les traitements de données à caractère personnel, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

ARTICLE 16 : MODIFICATIONS DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS

16.1 Clause de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R 2194-7 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles.

En conséquence, cette modification ne saurait, soit :

1° introduire des conditions qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue ;

2° modifier l'équilibre économique de l'accord-cadre en faveur du Titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans l'accord-cadre initial ;

3° modifier considérablement l'objet de l'accord-cadre ;

4° avoir pour effet de remplacer le titulaire initial par un nouveau titulaire en dehors des hypothèses prévues à l'article R 2194-6 du code de la commande publique.

Cette clause de réexamen sera mise en œuvre par une simple décision de l'UCANSS adressée par email.

16.2 Objet des clauses de réexamen

Ces clauses de réexamen pourront porter : sur le calendrier d'exécution des prestations défini lors de la réunion de lancement, les prestations attendues et livrables associés.

Les prestations attendues et livrables associés ne pourront être modifiés dans leur objet et dans leurs prix.

Seules les dates de notification des ordres de service et de remise des livrables pourront faire l'objet de modifications sans que cela affecte leur bonne réalisation.

Le calendrier de réalisation des prestations défini lors de la réunion de lancement pourra être modifié sans que cela affecte la bonne réalisation des prestations.

16.3 Autres cas de réexamen

En cas de circonstances imprévisibles que des parties diligentes ne pouvaient prévoir modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, il est fait application de l'article 25 du C.C.A.G.-F.C.S.

ARTICLE 17 : STATISTIQUES ET SUIVI DE L'ACCORD-CADRE

Par le biais de l'applicatif ACDF, le Titulaire transmet sous format dématérialisé (tableur) à l'UCANSS, des tableaux statistiques, après chaque fin de semestre de toutes les données liées à la facturation par organisme au titre de l'accord-cadre.

Le Titulaire du marché devra ainsi déposer sur l'applicatif ACDF à minima 2 fois par année d'exécution du marché, les données facturées sur le fichier qui sera téléchargeable sur ce même outil et présenté en annexe du C.C.T.P.

En effet, dans le cadre du suivi du marché, un recensement des données achats sera réalisé 2 fois par an :

- 1ère demande : données du 1er semestre (1er janvier au 30 juin) ;
- 2ème demande : données annuelles (1er janvier au 31 décembre).

Données précises : chiffres d'affaires annuel (à l'anniversaire, avant COPIL ou année civile) par branche, organisme, par type de prestations.

Ces demandes sont précisées sur l'applicatif ACDF dès que la période intéressée est échue à savoir :

- Vers la mi-août pour le 1er semestre ;
- Vers la fin janvier pour les données annuelles (réponse à apporter après arrêté des comptes).

Support : Il s'agit d'un Fichier Excel au format XLSM avec macros à compléter ;. Ce fichier est à télécharger et à déposer sur l'applicatif ACDF.

Un lien d'accès ainsi que des identifiants seront adressés dès notification du marché avec une vidéo de présentation de l'outil pour une meilleure prise en mains.

Ce fichier doit être renseigné dans le respect des macros installées avant d'être déposé sur l'applicatif ACDF. Si le fichier est dûment complété son statut sera « validé » s'il y a des éléments manquants son statut sera à l'état

« brouillon ». Dans ce dernier cas le Titulaire aura des informations sur les données manquantes ou erronées afin de pouvoir le compléter.

Un suivi d'accord-cadre (comité de pilotage) sera mis en place avec le Titulaire afin de dresser un bilan tous les semestres sur le fonctionnement général de l'accord-cadre.

Des statistiques spécifiques peuvent aussi être demandées par l'UCANSS à tout moment, et dans ce cas, les parties conviennent du délai pour les réaliser qui n'excèdera pas 3 semaines à compter de la date de la demande.

Ces mêmes données doivent également être transmises à chaque coordonnateur national de branche, et chaque organisme bénéficiaire pour le périmètre qui le concerne sur simple demande du coordonnateur national ou du correspondant de l'organisme.

ARTICLE 18 : SITUATION FISCALE ET SOCIALE - DISPOSITIF DE VIGILANCE

En vertu des articles R 2143-7 à R 2143-10 du Code de la commande publique, il sera demandé au titulaire, de remettre à l'UCANSS tous les six mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de son exécution :

- les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le candidat a souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale ou qu'il a acquitté les impôts, taxes contributions ou cotisations sociales exigibles. La liste de ces impôts, taxes, contributions et cotisations sociales devant donner lieu à la délivrance de ces certificats ainsi que la liste des administrations et organismes compétents figurent dans l'arrêté du 22 mars 2019 « fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique ».
- le numéro unique d'identification INSEE (ou SIREN) à jour. Si l'UCANS se trouve dans l'impossibilité technique d'accéder aux données nécessaires en utilisant ce numéro, le Titulaire communique un extrait d'immatriculation au registre ou au répertoire auquel il est inscrit.
- la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-1, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est également exigée en cas de sous-traitance.
- le cas échéant, les pièces mentionnées aux articles R.1263-12 et D. 8222-7 du Code du travail.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du titulaire ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Si les documents sont rédigés dans une autre langue que le français, le titulaire devra joindre une traduction française de ces documents.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, par e-attestation, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>.

À défaut, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi l'UCANSS pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 19 : CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur (UCANSS), les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur l'exécution de l'accord-cadre.

19.1 Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception.

Cette notification doit être appuyée du nouveau RIB, et, selon les cas, soit d'une copie du procès-verbal relatant la décision de l'Assemblée générale de la société, soit d'une copie de l'extrait du journal d'annonces légales.

19.2 Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, cession, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau titulaire.

La passation d'un avenant de transfert concrétise l'accord de l'UCANSS sur la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre par une nouvelle personne morale. Cet avenant comportera les signatures du cessionnaire et du cédant.

La nouvelle société devra apporter la preuve qu'elle peut assurer la continuité de l'accord-cadre.

L'UCANSS vérifie que le nouveau Titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité de l'accord-cadre, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution de l'accord-cadre.

L'UCANSS est en droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 20 : RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE

20.1 Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre pourra faire l'objet d'une résiliation dans les conditions fixées au chapitre 7 du C.C.A.G.-F.C.S.

20.1.1 Résiliation aux torts du Titulaire

La résiliation pourra être prononcée pour faute unilatéralement et sans indemnité dans les conditions de l'article 41 du C.C.A.G.-F.C.S., et notamment :

- En cas de non-respect des dispositions contractuelles générales dans le cadre de l'exécution des prestations ;
- Si après mise en demeure du titulaire, les défauts constatés n'étaient pas corrigés ;
- Si la qualité de service est inférieure aux objectifs pendant 2 années consécutives ;
- En cas de non-respect de l'obligation de confidentialité décrite à l'article 13.1 du présent C.C.A.P. ;
- En cas de non-respect de l'obligation d'information de changement de situation prévue à l'article 18 du présent C.C.A.P. ;
- En cas de manquements aux formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L 8221-5 du Code du travail ;
- En cas d'inexactitude ou de refus de produire les documents et renseignements mentionnés aux articles R 2143-7 à R 2143-10 du Code de la commande publique.
- En cas de non-respect des obligations de respect des données personnelles décrites à l'article 13.2 du C.C.A.P.

Tout autre cas de résiliation aux torts du Titulaire est prévu par l'article 41 du C.C.A.G.-F.C.S.

La décision de résilier l'accord-cadre aux torts du Titulaire est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec avis de réception, elle mentionne la date à laquelle la résiliation prend effet.

Dans les cas prévus à l'article 41.2 du C.C.A.G.-F.C.S., une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et précise le manquement aux obligations contractuelles et mentionne la sanction envisagée. Si la mise en demeure est infructueuse, l'accord-cadre est résilié par l'UCANSS, aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

De plus, l'UCANSS se réserve le droit de passer, aux frais et risques du Titulaire, un accord-cadre pour l'exécution de tout ou partie des prestations non réalisées dans le cadre du présent accord-cadre, dans les conditions de l'article 45 du C.C.A.G.-F.C.S.

20.1.2 Résiliation du fait de l'UCANSS

L'accord-cadre peut être résilié, à tout moment, à la seule initiative de l'UCANSS et en l'absence même de faute du Titulaire, dès lors que le Titulaire se trouve dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.

La résiliation de l'accord-cadre est notifiée au Titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception, laquelle indique la date effective de résiliation. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité.

L'UCANSS peut également faire application des articles 39, 40 et 42 du C.C.A.G.-F.C.S.

20.2 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 21 : ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ EN CAS DE DOMMAGE

21.1. Assurance

Le titulaire déclare qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages tant corporels que matériels ou immatériels et s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'accord-cadre l'assurance en cause et à avertir immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute difficulté qui pourrait survenir.

Le titulaire devra en particulier veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution des prestations.

Le titulaire demeure seul responsable des dommages causés par négligence ou manquement dans l'exécution du contrat ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

Il s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande du pouvoir adjudicateur par la présentation des polices ou quittances correspondantes.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au titulaire, une attestation d'assurance en cours de validité couvrant sa responsabilité pour ces éventuels dommages.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur le demande, le titulaire a l'obligation de fournir une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Si le titulaire ne souscrit pas à cette obligation d'assurance, il est tenu de dédommager le pouvoir adjudicateur ou toute autre victime à ses frais pour les dommages qui auront pu survenir.

Dans le cadre de son activité, le titulaire doit être en mesure de fournir les documents relatifs aux garanties financières (article L 1251-49 du Code du travail) en cas de demande du pouvoir adjudicateur.

21.2. Responsabilité

Les dommages de toute natures causés au personnel et aux biens des organismes bénéficiaires par le titulaire qu'il s'agisse de son personnel ou de toute personne qui interviendrait pour son compte, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du titulaire.

Il garantit les organismes bénéficiaires contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux dans lesquels il intervient, y compris le recours des tiers.

Les dommages causés au personnel ou aux biens du titulaire par les organismes bénéficiaires du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge des organismes bénéficiaires.

ARTICLE 22 : RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage, tel qu'il est réglé par le livre IV relatif à l'arbitrage du nouveau Code de Procédure Civile.

Si les parties décident de ne pas recourir à l'arbitrage, les tribunaux judiciaires seront seuls compétents.

Par dérogation à l'article 46.5 du C.C.A.G.-F.C.S., le tribunal compétent pour tout règlement juridictionnel d'un litige né de l'exécution de l'accord-cadre est le Tribunal judiciaire dans le ressort duquel est situé le siège de l'organisme bénéficiaire.

Si le titulaire est étranger, en cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

ARTICLE 23 : DROIT ET LANGUE

La loi française est seule applicable au présent accord-cadre.

Tous les documents, fiches techniques, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

ARTICLE 24 : CESSIION ET NANTISSEMENT DE CRÉANCES

Les créances nées ou à naître dans le cadre de l'accord-cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R 2191-45 à R 2191-62 du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R 2191-62 du Code de la commande publique est le Directeur Comptable et Financier de l'organisme bénéficiaire ou son représentant habilité.

ARTICLE 25 : LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ

Conformément à l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L 8221-5 du Code du Travail, des pénalités d'un montant égal à 5 % du montant hors taxes de l'accord-cadre (montant consommé par l'organisme) lui seront infligées sous réserve qu'elles n'excèdent pas celui des amendes encourues en application des articles L 8224-1, L 8224-2 et L 8224-5 du Code du Travail.

L'organisme informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5, enjoindra aussitôt de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure devra apporter à l'organisme la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

L'organisme transmettra, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par le titulaire ou l'informera d'une absence de réponse.

À défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai mentionné par l'organisme, ce dernier en informera l'agent auteur du signalement et pourra appliquer les pénalités prévues par l'accord-cadre ou résilier le contrat sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 26 : DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Les dérogations au CCAG FCS concernent les points suivants :

Article du CCAP	TITRE	Article du CCAG-FCS auquel il est dérogé
5	Pièces constitutives de l'accord-cadre	4.1
7.2	Révision des prix	10.2.3 et 10.2.4
10	Pénalités de retard	14
15	Sécurité et protection des données personnelles	5.2.
20	Résiliation de l'accord-cadre	29
22	Règlement des litiges	46.5